

Haïti : un chaos entretenu par les États-Unis

dimanche 18 août 2019, par [ROC Nancy](#) (Date de rédaction antérieure : 11 août 2019).

Totalement déconnecté de son peuple, le président haïtien n'intervient plus qu'à travers des tentatives de lobbying aux États-Unis ou des coups d'éclat pour rassurer l'ONU, suite au dernier rapport accablant d'Antonio Guterres remis au Conseil de sécurité ce mois-ci. Cela suffira-t-il à désamorcer la bombe sociale qui se prépare ? Le nouveau Premier ministre désigné mais non ratifié pourrait-il en être le détonateur ?

Difficile en effet de s'adresser à un peuple qui le conspu, le traite de menteur pour n'avoir rempli aucune de ses promesses électorales mais, surtout, qui le soupçonne d'être impliqué dans le plus gros scandale financier de l'histoire d'Haïti, celui du PetroCaribe. Depuis 2008 déjà, des mouvements de citoyens demandent des comptes au gouvernement haïtien sur la gestion des fonds publics. Mais, lorsque sous la pression des PetroChallengers, [1] la Cour des comptes s'est saisi du dossier PetroCaribe en 2019 et a rendu publics plusieurs rapports d'audits révélant des détournements importants de ces fonds publics pour servir des intérêts privés, la colère du peuple est montée d'un cran. L'Etat aurait siphonné une partie des fonds de PetroCaribe dans l'intérêt de plusieurs dirigeants politiques dont le Président d'Haïti, Jovenel Moïse, accusé de corruption et de détournements de fonds via la firme Agritrans dont il a été le PDG. Depuis août 2018, le dossier PetroCaribe a été le catalyseur de mobilisations sociales mais, Jovenel Moïse n'en démord pas : il ne démissionnera pas.

La dernière fois que le président Jovenel Moïse s'est adressé aux Haïtiens remonte au 12 juin 2019. Et encore ! Il s'est adressé non pas à la nation qui demande sa démission depuis un an, mais aux forces de la Police nationale d'Haïti (PNH), à l'occasion du 23^e anniversaire de cette institution. Depuis, silence radio.

Un soutien inconditionnel des Etats-Unis

Si, depuis un an, Jovenel Moïse tient tête à l'opposition autant qu'à des milliers de jeunes qui exigent sa démission, c'est parce que – jusqu'à présent- il jouit du soutien du gouvernement américain. Ce dernier a fait savoir, à travers son représentant à l'ONU, Jonathan R.Cohen, que sous Jovenel Moïse, Haïti suivait « une trajectoire positive », lors de la tenue du Conseil de Sécurité du mercredi 3 avril 2019. Pourtant, tous les indicateurs économiques, sociaux et politiques du pays étaient déjà au rouge et les diplomates européens ne cachaient pas leur inquiétude.

Ne pouvant plus s'adresser à la nation haïtienne et fort du soutien américain, Jovenel Moïse n'a pas hésité à s'adresser à ses patrons américains en publiant, le 12 juillet 2019, un texte d'opinion dans le quotidien floridien, Miami Herald. « Si Haïti me donne un gouvernement, nous pouvons travailler ensemble pour un meilleur avenir », titre l'article d'un président qui est « allé trop loin en signant cette tribune sous la forme de prière d'un petit enfant nègre plus domestique que responsable à on ne sait quel dieu ou chef », dénonce l'écrivain et éditorialiste, Lyonel Trouillot, dans l'édition du Nouvelliste du 16 juillet. Cet éditorial dénommé « Au bout de la honte », préparait-il l'écrivain à assister, le même jour à un spectacle pathétique à l'Hôtel Montana, à l'occasion du cocktail offert par l'Ambassade de France pour le 14 juillet ?

Jovenel Moïse avec le Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires politiques, M. David Hale et l'Ambassadeur américain en Haïti, Michèle Sison.

De source diplomatique, nous avons appris que plusieurs anciens présidents et ex-premiers ministres y ont été conviés parmi lesquels, Michel Martelly – sous le régime duquel les plus importants détournements du fonds PetroCaribe ont eu lieu- et son épouse ; l'ex-Général Prosper Avril – dont le régime militaire a fait d'innombrables victimes ; l'ex-président intérimaire Jocelerme Privert, cité dans le massacre de la Scierie à Saint Marc en 2004 ; bref, les diplomates en Haïti ont le don d'inviter « la crème de la crème » d'Haïti aux réceptions officielles. Plusieurs autres premiers ministres étaient présents dont le dernier en date, Jean Henry Céant, ayant reçu un vote de censure le lundi 18 mars 2019 de la Chambre des Députés. « Tous formaient leur petit cercle à part et se regardaient en chiens de faïence », nous a confié cette source. « Le président Moïse est non seulement arrivé avec 1h 45 minutes de retard, n'a salué que Martelly et son épouse mais, surtout, il n'a pipé mot et a laissé son ministre des Affaires Étrangères, Edmond Bocchit, prononcer un discours en réponse à celui de l'Ambassadeur de France. Je n'ai rien compris à tout cela et me suis demandé ce que Jovenel Moïse faisait là », s'est exclamé notre source.

Au pays de la devise « L'union fait la force », même la devise républicaine de la République française. « Liberté, Égalité, Fraternité » paraît n'avoir aucun poids. Ceci n'est toutefois pas étonnant lorsque l'on sait que dans la langue française, le mot devise est issu du latin *divisum*, signifiant « partager, répartir, diviser »...surtout diviser semble-t-il. Sous cet éclairage, il est facile de comprendre que toutes les tentatives de dialogue national aient échouées, malgré le ballet de diplomates américains enregistré en Haïti ce deux derniers mois.

La visite de la délégation de haut niveau de l'Organisation des États américains (OEA), le 20 juin dernier, a été un échec patent pour la diplomatie américaine en Haïti. Conduite par l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OEA, Carlos Trujillo, elle avait pour but, selon le Miami Herald, de désamorcer la crise en facilitant le dialogue entre le président de la République et ceux qui réclament sa démission. « La visite est une mission d'enquête », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Edmond Bocchit, qui avait envoyé le 14 juin une lettre à Trujillo.

Suite à cette visite, un officiel de l'OEA confie au Miami Herald que le président Jovenel Moïse a le soutien de l'Organisation et que les membres de l'opposition haïtienne doivent attendre les élections pour remplacer le chef de l'Etat, « Nous soutiendrons toujours la règle de droit. Si vous n'aimez pas Moïse, la solution est de le battre aux urnes. Nous n'allons pas lui demander de démissionner », a-t-il déclaré.

Mais Ronald Sanders, ambassadeur d'Antigua-Barbuda auprès des États-Unis d'Amérique et de l'OEA monte au créneau le 21 juin et révèle que la délégation de l'OEA a non seulement séjourné en Haïti sans mandat ni autorisation du Conseil permanent mais qu'elle aurait été ordonnée par l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique, Carlos Trujillo, et le secrétaire général de l'organisation hémisphérique, l'Uruguayen Luis Almagro. Cette visite « semble s'être déroulée, en dehors de l'autorité du Conseil permanent, organe chargé de l'élaboration et du contrôle des politiques entre les assemblées générales », souligne l'ambassadeur d'Antigua-Barbuda auprès des États-Unis d'Amérique qui suggère à l'OEA de « promouvoir un changement systémique en Haïti et non un agenda externe ».

Ronald Sanders a aussi invité l'OEA à s'attaquer à la situation en Haïti, « non pas de manière ponctuelle, mais en utilisant ses capacités de rassemblement, en association avec des représentantes et représentants légitimes de la communauté haïtienne ».

Suite à ce fiasco, la Sous-secrétaire adjointe principale (PDAS) au Bureau des affaires de

l'hémisphère occidental du Département d'Etat américain, Julie Chung, s'est rendue à Port-au-Prince les 24 et 25 juin. Au cours de sa visite, elle a souligné que les États-Unis restaient attachés à la démocratie et a renforcé que la recherche de solutions à l'impasse politique et socio-économique actuelle en Haïti devait être un processus dirigé par les Haïtiens...

Fritz William Michel le Premier ministre rose nommé par Jovenel Moïse

L'ONU dénonce une situation explosive en Haïti

Dans un rapport adressé au Conseil de sécurité et rendu public le mercredi 17 juillet 2019, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a lancé un cri d'alarme en décrivant une situation « potentiellement explosive » en Haïti. « Depuis mon rapport du 1^{er} mars, Haïti est restée en proie à une instabilité politique qu'aggrave encore la dégradation de la situation économique et des conditions de sécurité dans le pays. La prolongation des négociations sur la composition d'un nouveau gouvernement a paralysé l'administration et empêché l'adoption de textes essentiels. Parallèlement, la situation économique en Haïti a continué de se dégrader, réunissant les conditions d'une situation potentiellement explosive », a estimé le diplomate.

Ce rapport – contredisant l'attitude « tout va bien Madame la Marquise » en Haïti du gouvernement américain – a cloué le gouvernement haïtien au pilori quant à la répression et les violations des droits de l'homme qui sévissent sous le régime de Jovenel Moïse.

Concernant le massacre perpétré en novembre 2018 par des gangs dans le quartier de La Saline, un bidonville de Port-au-Prince, António Guterres, s'est dit « alarmé par les constatations qui ressortent du rapport sur les allégations de violations des droits de l'homme et d'atteinte à ces droits survenues à La Saline et par l'impunité qui continue de prévaloir en ce qui concerne les violations graves des droits fondamentaux », a écrit le secrétaire général des Nations unies dans son rapport.

Les 13 et 14 novembre 2018, 59 personnes ont été tuées dans ce bidonville, selon, les organisations haïtiennes des droits humains [2], au moins 26, selon une enquête incomplète de l'ONU et de ses enquêteurs. Durant plus de 14h, les victimes ont été pourchassées, fusillées, décapitées, brûlées en pleine rue par des chefs de gang, accompagnés de plusieurs policiers, avant d'être abandonnées dans une décharge publique. Plusieurs femmes et filles ont été violées et ce massacre a été perpétré « sans que les unités de police présentes à proximité n'interviennent », indique le rapport réalisé par la mission de l'ONU en Haïti et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. « Les allégations selon lesquelles au moins deux agents de police et un représentant de l'État se seraient rendus complices des faits doivent pousser les autorités à prendre rapidement des mesures pour que les responsables de ces crimes répondent de leurs actes devant la justice », a appelé Guterres.

Une arrestation « coup d'éclat »

Pour répondre au cri d'alarme de Guterres, le président Jovenel Moïse est sorti de son laxisme et a effectué plusieurs coups d'éclat cette semaine, en l'espace de 48h.

Le plus dangereux chef de gang d'Haïti, Arnel Joseph, a été arrêté par des unités de la police nationale, le lundi 22 juillet dans la ville des Cayes, dans le Sud d'Haïti. Il se rendait pour des soins dans un hôpital où il devait se faire opérer pour une blessure à la jambe et a été arrêté par la police qui le traquait depuis des mois. La nouvelle a ébranlé le pays et ses réseaux sociaux où des photos et des vidéos de l'arrestation du chef de gang sont devenues virales.

Connu pour ses nombreuses exactions, parmi lesquelles de nombreux homicides et viols avec les membres de son gang, Arnel Joseph était recherché « activement » depuis son évasion en 2011. Fort

de ses liens avec le pouvoir en place, notamment des membres du PHTK, il a ridiculisé la police et nargué la société civile haïtienne en s'exprimant à la radio, se faisant passer pour un Robin des Bois victime des inégalités sociales et voulant se porter au secours des plus pauvres.

En avril dernier, ses liens étroits avec le sénateur-chanteur Garcia Delva, du Parti PHTK de l'ex-président Michel Martelly, avaient été révélés à travers 24 appels téléphoniques répertoriés par la Commission Justice, Sécurité publique et Défense nationale du Sénat de la République. Les multiples demandes de levée immunitaire du sénateur Delva ont été vaines. Ce dernier avait mis au défi quiconque de prouver qu'il était impliqué dans des actes répréhensibles. [3]

En février dernier, le chef de gang s'était immiscé, aux yeux de toute la nation, dans une protestation antigouvernementale en empêchant à cette dernière d'arriver aux alentours du Palais national et sans être inquiété par la police, censée le rechercher « activement ».

Suite à l'arrestation d'Arnel Joseph, Michel-Ange Gédéon, Directeur général de la police nationale, a déclaré : « Nous avons besoin d'élucider plusieurs dossiers. Il y en a qui vont provoquer d'énormes scandales ». Alors que des rumeurs ne cessent de courir sur sa mort, l'état de santé du prisonnier Arnel Joseph n'a pas encore permis à la DCPJ de le questionner. « Contrairement aux rumeurs, il n'a pas été amputé, son état est stable et il reçoit actuellement des soins à l'Hôpital Bernard Mevs », nous a informé l'ex-directeur général de la Police Nationale d'Haïti, Mario Andresol.

Nomination expéditive d'un premier ministre

Le jour de l'arrestation du chef de gang, le président Jovenel Moïse désignait son quatrième premier ministre en deux ans : Fritz William Michel, un jeune de 38 ans, inconnu des milieux politiques et fonctionnaire du ministère de l'Économie et des Finances. Cette nomination a été suivie, le 24 juillet, par la formation d'un cabinet ministériel, composé majoritairement de jeunes inconnus inexpérimentés en politique.

A peine désigné, des tweets compromettants, attribués au nouveau jeune loup du PHTK de Martelly, ont créé un scandale tant sur les réseaux sociaux que dans la classe politique. Ces tweets montrent, comme Martelly, son aversion pour les journalistes et son admiration pour l'extrême droite américaine et française. Si le Premier ministre désigné a dénoncé une campagne visant à ternir son image, comment comprendre qu'on veuille tenir l'image d'un homme qui était un parfait inconnu avant le 22 juillet ? Quel en serait l'intérêt ? Une photo de Fritz William Michel arborant le bracelet rose de Martelly – gage d'appartenance au PHTK- avait déjà écorné son image et montré que le choix de Jovenel Moïse n'était celui de l'ouverture, comme l'avait proposée la délégation menée par Trujillo. Le Premier ministre désigné aura donc bien des obstacles à surmonter s'il veut être ratifié par le Parlement.

Pour M^e Mario Joseph du Bureau des avocats internationaux (BAI), la nomination rapide du nouveau Premier ministre rentre dans la logique américaine. Pour lui le nouveau Premier ministre est « un fasciste » auquel le peuple doit résister en assurant une transition de sortie de crise. A la veille du 104^e anniversaire de la première occupation américaine d'Haïti (28 juillet 1915-28 juillet 2019), le BAI a dénoncé une violation, par les Etats-Unis, du droit à l'autodétermination du peuple haïtien.

« De 1915 à nos jours, les États-Unis ont maintenu leur hégémonie en Haïti : que ce soit pendant l'occupation de 1915, ensuite à travers les Forces Armées d'Haïti qui fomentaient des coups d'État contre tout gouvernement ne voulant pas défendre les intérêts américains en Haïti. En 2004, cette occupation va prendre une autre forme avec l'arrivée des différentes missions des Nations-Unies, la MINUSTAH, suivie de la MINUJUSTH et bientôt la BINUH », explique-t-il.

Pour l'avocat qui a défendu la cause des victimes du choléra introduit par la MINUSTAH dans le pays, les élections en Haïti n'ont pas échappé à cette ingérence, notamment lors de l'élection de Michel Martelly en 2011, imposé aux Haïtiens sur conseil de Bill Clinton) : « le président Moise assure la continuité du parti de Martelly et n'est qu'un « restavek » [4] de ce dernier et des américains », accuse l'avocat et procureur haïtien, spécialisé dans la défense des Droits de l'homme. Il a rappelé le vote de l'État haïtien à l'OEA contre la légitimité du président vénézuélien Nicolas Maduro en janvier 2019. C'est la première fois qu'Haïti s'alignait avec Washington contre la République Bolivarienne de Nicolas Maduro et le vote du gouvernement Moise avait provoqué une onde de choc, autant en Amérique Latine que parmi la population haïtienne.

« Après toutes les manifestations qui ont ébranlé Haïti depuis plus d'un an et l'absence de gouvernement depuis quatre mois, les Américains ont donné à Moise un ultimatum pour qu'il nomme un premier ministre et démontre qu'il agit dans le dossier du massacre de La Saline », Le juge d'instruction Chavannes Etienne a émis en date du 22 juillet une interdiction de départ contre Fednel Monchéry et Joseph Pierre Richard Duplan, respectivement directeur du ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales et délégué départemental de l'Ouest- tous deux indexés dans le rapport d'enquête de l'ONU. Pour Maître Mario Joseph, « cette disposition n'est que de la poudre aux yeux car c'est Pierre Richard Casimir – avocat et ancien ministre des Affaires Etrangères de l'ex-président Martelly qui avait écarté toute possibilité d'intenter une action contre l'ONU suite à l'introduction du choléra en Haïti – qui, aujourd'hui, fait le va et vient entre tous les juges d'instructions pour imposer les ordres de l'Exécutif ;en vassalisant le système judiciaire ».

« Je ne crois pas que Jovenel Moise veuille d'un gouvernement. Je crois qu'il veut faire passer le temps », a déclaré M. Edgard Leblanc Fils, ancien président du sénat haïtien et coordonnateur général du parti Organisation du Peuple en Lutte (OPL), dans une interview qu'il nous a accordée le 25 juillet.

« D'un côté, il essaye de faire plaisir aux Américains, à l'OEA et à l'ONU en nommant un gouvernement qu'il peut mettre dans sa poche et, d'un autre côté, il va jouer sur le temps en laissant pourrir la situation pour arriver au mois de janvier et placer un gouvernement répondant à ses propres volontés », analyse-t-il.

En janvier 2020, sans la tenue d'élections législatives – non réalisables cette année à cause de la crise – le Parlement n'aura plus aucun députés et sera orphelin de dix sénateurs, ce qui entrainera automatiquement son dysfonctionnement. Entretemps, « il y a beaucoup de résistance dans les deux chambres pour ne pas faire passer le nouveau Premier ministre. Si le président ne s'implique pas directement, il va le laisser se débrouiller tout seul comme M. Lapin [5] et je doute que Monsieur Michel passe le cap de la chambre basse », prévoit le coordonnateur de l'OPL.

Selon plusieurs observateurs, la nomination de Fritz William Michel aurait notamment pour but d'enterrer la patate chaude que représente le dossier PetroCaribe mais, Edgard Leblanc Fils écarte cette option : « ce dossier a suscité trop d'intérêts tant au niveau national qu'international. L'implication du président, pointé par la Cour supérieure des comptes dans ses rapports, est vue comme un fait grave ».

Une misère grandissante et un avenir sombre

Entretemps, la médiocrité et cupidité des élus et du gouvernement frappent Haïti de plein fouet : « L'Organisation des Nations unies (ONU), par le biais de son secrétaire général, Antonio Guterres, l'Agence des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), ou encore la Banque interaméricaine de développement sont unanimes à reconnaître la détérioration de la sécurité alimentaire dans le pays. Pourtant ce mal qui représente un risque élevé d'émeutes de la faim,

comme l'a souligné l'économiste Enomy Germain, laisse les décideurs de la république jusque-là indifférents », souligne le Nouvelliste du 26 juillet.

« Survivre au jour le jour tient du miracle car la vie est intenable aujourd'hui en Haïti », avoue Edgard Leblanc Fils. « La sécheresse qui touche presque tous les départements a contribué à détruire les récoltes. On est proche de la famine et la misère est totale. Seul le ressort intérieur du peuple haïtien lui permet de tenir jusqu'à présent ».

Cependant, Edgard Leblanc Fils croit que ce serait une erreur du président de penser que le courage des Haïtiens lui permettra de tenir jusqu'à janvier 2020 : « la mobilisation (pour exiger son départ) va reprendre et, la misère aidant, il risque d'y avoir des débordements et beaucoup de casse », prévient-il.

Nancy Roc

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

<http://alter.quebec/haiti-un-chaos-entretenu-par-les-etats-unis/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)

Notes

[1] Un mouvement de jeunes citoyens qui secouent Haïti depuis plusieurs mois pour réclamer la reddition des comptes et un procès sur le scandale PetroCaribe.

[2] Danio Darius, Le RNDDH dénonce un « massacre d'État » à La Saline, Le Nouvelliste, 3 décembre 2018.

[3] Samuel Celiné, « Garcia Delva est prêt à aller en prison moyennant des preuves le liant au banditisme », Le Nouvelliste, 24 avril 2019.

[4] Ou reste-avec, expression créole pour traduite une forme d'age contemporain.

[5] Nommé Premier ministre en avril 2019, M. Jean-Michel Lapin n'a jamais été ratifié par le Parlement et a remis sa démission au président Jovenel Moïse, le 22 juillet 2019.